

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MARS 1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920⁽¹⁾.

Tableau V : Intérieur.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

La plupart des crédits dont l'inscription est demandée au budget ordinaire des dépenses pour assurer pendant l'exercice 1920 le fonctionnement des services dépendant du Ministère de l'Intérieur sont inférieurs aux crédits qui furent alloués pour l'exercice 1919.

Et cependant le budget ordinaire du Ministère de l'Intérieur qui s'élevait à 13,819,370 francs en 1919 devrait être porté à 14,793,360 francs pour l'exercice 1920. Les dépenses nouvelles qui vous sont demandées et qui sont provoquées par le relèvement du barème des traitements, l'allocation d'indemnités de résidence, l'augmentation (une unité) du nombre des conseillers de Gouvernement, l'octroi d'une indemnité à l'avocat conseil du département, s'élèvent, en effet, à 2,596,925 francs, tandis que les réductions de crédits ne se montent qu'à 1,622,735 francs.

Finalement donc le Gouvernement sollicite pour l'exercice 1920 une augmentation de crédit qui s'élève à 974,190 francs.

*
*
*

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*. BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOYE D'EXAERDE, DE SELYS-LONCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, HAPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

Le budget de l'Intérieur n'a pas été, en sections et en section centrale, l'objet de nombreuses observations. Celles qu'il y a lieu de retenir sont signalées dans ce rapport.

OBSERVATION GÉNÉRALE.

Votre Section centrale a constaté l'inscription au budget d'un certain nombre d'articles nouveaux.

L'article 3 prévoit un crédit de 15,000 francs qui permettra au Ministre d'allouer une rémunération aux agents de l'administration centrale qui, sur son ordre, ont exécuté des travaux extraordinaires. Jadis les rémunérations accordées pour les travaux de cette espèce étaient prélevées sur des articles spéciaux du budget. Ces articles sont supprimés et remplacés par l'article 3. La réforme est heureuse; le montant de la dépense prévue est fixée clairement; le contrôle de son emploi est rendu plus aisé.

Dans les budgets antérieurs, au chapitre du service de santé et de l'hygiène, les crédits sur lesquels étaient prélevés la rémunération du personnel et les crédits sur lesquels étaient imputées les dépenses résultant du fonctionnement du service faisaient l'objet d'un article unique. Dans le budget de 1920, les diverses sources de dépenses font l'objet d'articles spéciaux et ainsi il est encore une fois devenu plus aisé de contrôler l'emploi qui est fait des deniers publics.

EXAMEN DES ARTICLES DU BUDGET.

CHAPITRE PREMIER.

Votre Section centrale, pour les motifs qui vous sont exposés par M. le rapporteur général du budget a l'honneur de vous proposer un amendement au littéra a de l'article 1^{er}.

Le crédit prévu à ce poste devrait être porté de 21,000 fr. à 35,000 fr.

Votre Section centrale se borne à vous signaler que par suite du relèvement du barème des traitements alloués aux fonctionnaires, aux agents et aux gens de service de l'Administration centrale le crédit prévu à l'article 2 du Projet de Budget est porté pour l'exercice 1920 de 571,680 francs à 1,098,480 francs.

CHAPITRE III.

Statistique générale.

L'augmentation des crédits prévus à l'article 11 se justifie par le fait qu'il y a lieu de reprendre en 1920 la publication de l'annuaire statistique.

Je me permets de signaler à la Chambre que je crois que ces dépenses pourraient, à l'avenir, être supprimées aux budgets d'autres ministères si la Commission Centrale de statistique était chargée de la rédaction des statistiques dont les divers départements doivent disposer. Ainsi une même statistique

ne serait plus dressée par plusieurs départements; de là résulterait une diminution du nombre des employés qui sont occupés à des travaux de cette espèce. De plus, les statistiques seraient dressées d'après un plan d'ensemble.

CHAPITRE IV.

Affaires provinciales et communales.

Le relèvement du barème des traitements, la majoration des crédits alloués aux administrations provinciales pour couvrir leurs frais de bureau (700,000 francs au lieu de 250,000 francs) fait augmenter de 2,006,535 frs le montant des dépenses prévues à ce chapitre.

Les administrations provinciales ont dépensé en 1919, pour couvrir leurs frais de bureau et pour les dépenses qui sont imputées sur le *budget économique* des gouverneurs, fr. 787,066.75; il avait été alloué un crédit de 500,000 francs; le vote d'un crédit supplémentaire de 328,000 francs environ s'imposera donc.

Il semble donc aussi que l'inscription d'un crédit de 700,000 francs au budget de 1920 soit entièrement justifié.

Je me permets cependant de croire que des mesures pourraient être prises afin de rendre en 1920 la dépense faite inférieure au crédit alloué. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, une économie importante pourrait être réalisée par l'emploi de papier de formats divers. La rédaction des minutes des apostilles, l'expédition de ces documents, les lettres qui accompagnent la transmission de dossiers ne comportent pas toujours être l'emploi d'une double feuille de papier du format propatria. L'attention des administrations intéressées pourrait être attirée sur la compression dont est susceptible le crédit prévu à l'article 15 du budget.

CHAPITRE V.

Affaires électorales.

Votre Section centrale a l'honneur de vous proposer de ramener à 150,000 francs le crédit prévu à l'article 22 du projet de budget et à 25,000 le crédit prévu à l'article 23.

La prévision des dépenses serait ramenée ainsi au chiffre inscrit dans les budgets afférents à un exercice au cours duquel des élections générales ne sont pas à prévoir.

CHAPITRE VII.

Garde civique et corps de sapeurs-pompiers.

Les crédits prévus aux divers articles de ce chapitre ne sont affectés que pour des sommes relativement minimales au service de la garde civique.

Sont seuls maintenus au budget de 1920 les articles des budgets antérieurs permettant l'octroi d'indemnités aux officiers de la garde civique qui ont été

nommés par arrêté royal et qui conservent leur grade par application de dispositions légales qui sont toujours encore en vigueur. Mais l'indemnité de ces officiers a été réduite de trois quarts s'ils sont appelés à fournir des travaux d'écriture et supprimée s'ils n'ont aucun travail à exécuter. Aussi la dépense résultant du paiement de ces indemnités, qui s'élevait à 321,000 fr. pour l'exercice 1914, serait-elle ramenée à 38,573 francs pour l'exercice 1920.

CHAPITRE X.

Service de santé et de l'hygiène.

Les observations jointes au Projet de Budget dispensent votre Section centrale de l'obligation de justifier les crédits dont le vote est sollicité. D'ailleurs, l'organisation de notre service d'hygiène a été longuement exposée dans le rapport qui vous a été présenté l'an dernier et ce rapport indiquait les réformes que cette organisation devait subir.

Votre Section centrale croit pouvoir se borner aux observations suivantes.

Elle vous propose d'abord de compléter le libellé de l'article 44 par l'ajoute d'un paragraphe nouveau qui serait à peu près rédigé comme l'était l'article 44 du budget de 1919.

L'article 44 du budget qui vous est soumis ne prévoit aucun crédit pour couvrir les frais résultant du fonctionnement du service sanitaire des ports de mer.

Ces frais devraient être soldés au moyen du produit des taxes sanitaires et des patentes de santé que paient les capitaines des navires qui fréquentent nos ports de mer et notamment le port d'Anvers. Cette recette est inscrite au budget des recettes et dépenses pour ordre à l'article 117.

Il n'est pas douteux qu'elle sera insuffisante. L'entretien du matériel flottant qui a son port d'attache à Doel nécessitera une dépense considérable : le prix du charbon a augmenté de même que celui de la main-d'œuvre.

Il ne semble pas qu'il soit opportun de relever immédiatement le tarif des taxes sanitaires et des patentes de santé.

Aussi votre Section centrale a-t-elle l'honneur de vous soumettre l'amendement suivant :

Ajouter à l'article 44 un alinea rédigé comme suit :

« Service sanitaire des ports de mer et des frontières, frais de bureau et
» de matériel, travaux effectués par le personnel et relatifs à ce service.
» Dépenses diverses 100,000 fr. »

Votre Section centrale a également l'honneur de vous proposer le vote d'un article 55^{bis}, nouveau, qui seraient rédigé comme suit :

« Frais résultant de l'emploi d'automobiles par les inspecteurs provin-
» ciaux du service de santé et d'hygiène 150,000 fr. »

Les inspecteurs provinciaux du service de santé et d'hygiène, ont été

autorisés, en 1919, à faire usage d'automobiles pour faire les voyages que l'exercice de leurs fonctions nécessitait.

Les voitures étaient fournies par l'office des régions dévastées.

Votre rapporteur a été informé que cette faveur a été récemment retirée aux inspecteurs intéressés. La décision prise aurait été justifiée par la considération que les chemins de fer, les vicinaux, les trams en service avant la guerre fonctionnent de nouveau et que dans les cas où un déplacement urgent s'impose, il est aisé de recourir à des moyens de transport privés.

Il ne semble pas que l'argumentation soit décisive.

A supposer même, ce qui n'est pas le cas, notamment dans le Luxembourg, le Limbourg et la Flandre Occidentale, que le service des trains et des trams soit organisé comme il l'était avant la guerre, encore l'emploi régulier de l'automobile par les inspecteurs provinciaux se justifierait-il.

La valeur du service d'inspection dépend certes de son activité, mais surtout de sa mobilité. Dès qu'un cas de maladie contagieuse lui est signalé, l'inspecteur doit pouvoir se rendre immédiatement sur place pour arrêter avec le médecin traitant les mesures qui empêcheront la diffusion de l'infection. Si cet inspecteur, procède au contrôle devenu si indispensable des denrées alimentaires, il doit pouvoir surprendre à toute heure les détaillants et emporter sans peine les échantillons qu'il prélève. Exerçant seul ses fonctions dans sa circonscription, astreint à de nombreux travaux dans son laboratoire, l'inspecteur doit accomplir une tâche immense; il est juste et nécessaire qu'il puisse au cours d'une même journée accomplir diverses missions. Des moyens de locomotion rapides, dont il a seul le commandement, lui sont donc indispensables. Par l'emploi des trains et des trams son activité ne produit point le rendement nécessaire. Un fait d'ailleurs justifie toutes ces considérations. En 1914 l'inspecteur de la Flandre Occidentale parvenait à visiter 63 communes et à y effectuer 162 opérations de contrôle; disposant d'une automobile il visitait en 1920 130 communes et il y procédait à 524 enquêtes.

Jamais il ne peut être perdu de vue que toute visite d'un inspecteur doit sauver des vies humaines.

Dans ces conditions, une économie peu justifiée n'est pas admissible, d'autant plus que l'abus n'est pas à craindre; chaque emploi de l'automobile par l'inspecteur devant être justifié par le rapport que l'inspecteur déposera à la suite de la visite à laquelle il a procédé.

Votre Section centrale a donc l'honneur d'insister pour que la Chambre veuille bien voter le crédit qui permettra au Ministre de prendre les mesures nécessaires pour que les inspecteurs provinciaux du service de santé et d'hygiène puissent, à tout moment jugé nécessaire par eux, disposer d'une automobile.

Parmi les rares observations qui ont été formulées en section, votre rapporteur croit devoir relever les suivantes :

Un membre a exprimé le souhait de voir accorder des subsides importants aux institutions pour tuberculeux.

Votre rapporteur se permet de signaler qu'il est alloué à ces institutions : 1° un subside de 894,000 francs par le littéra C de l'article 46 du budget de l'intérieur, et 2° un subside de 7,500,000 francs par l'article 102, littéra B, du budget extraordinaire (Ministère de l'Industrie et du Travail).

Il ajoute qu'il est à son avis regrettable que toute la direction de la lutte contre la tuberculose ne soit pas confiée au service de santé et d'hygiène dont la mission est d'enrayer la diffusion des maladies contagieuses. En outre, il se permet de rappeler que l'an dernier il a insisté dans son rapport sur la nécessité qui s'imposait de voter le projet de loi sanitaire.

Un autre membre a demandé que le Gouvernement fasse connaître ses intentions au sujet de la distribution d'eau et notamment des projets qui sont à l'étude.

Votre rapporteur prend la liberté de vous signaler que la Société Nationale des distributions d'eau vient de remettre au Ministre un projet assurant la distribution d'eau en Flandre occidentale. L'examen de ce projet permettrait au Ministre d'aborder le problème posé par cet honorable collègue.

CHAPITRE XII.

Dépenses exceptionnelles.

La seule majoration de crédit sur laquelle il soit nécessaire d'attirer l'attention est celle qui est inscrite à l'article 64.

Il est indispensable de procéder au 31 décembre 1920 au recensement général de la population.

Si les amendements présentés par votre Section Centrale étaient adoptés, il en résulterait :

1° Une diminution de dépenses s'élevant à fr.	250,000
2° Une augmentation de dépenses s'élevant à	264,000

Le budget du Ministre de l'Intérieur pour l'exercice 1920, s'élèverait donc à 14,807,560 francs.

Votre Section Centrale a l'honneur de vous proposer d'adopter le budget tel qu'il a été amendé par elle.

Dépenses concernant les services dépendant du Ministère de l'Intérieur et qui sont inscrites au budget extraordinaire.

Une observation a été présentée au cours des discussions qui ont occupé les séances tenues par votre Section centrale.

Si celle-ci a admis que pendant la guerre, et pendant les mois qui ont suivi la conclusion de l'armistice, des membres du pouvoir législatif pouvaient, à raison de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvait le pays, accepter, sans devoir renoncer à leur mandat parlementaire, une nomination par le Gouvernement à un emploi, fût-il même rémunéré, ils ont jugé aussi que l'oubli alors nécessaire des dispositions rigoureuses de

l'article 36 de la Constitution, de la loi du 26 mai 1848, et des articles 238 et 239 du Code électoral n'était plus indispensable.

Le texte de la loi électorale qui prévoit l'incompatibilité entre le mandat législatif et les fonctions ou emplois salariés de l'État est général. Une renonciation au salaire ne supprimerait pas l'incompatibilité (ORBAN, *Droit constitutionnel de la Belgique*, t. II., p. 467. A noter que M. De Smet de Nayer a, le 14 mai 1889, déposé à la Chambre un projet pour écarter l'incompatibilité moyennant renonciation à toute rémunération. Ce projet n'a pourtant pas eu de suite).

Cependant une personnalité politique, certes éminente et assurément désintéressée occupe toujours ses fonctions de haut commissaire du Gouvernement dans une des régions dévastées.

A regret votre Section Centrale croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur cette situation dont l'illégalité est probablement indiscutable. Elle croit cependant devoir d'autant plus insister sur son observation que le libellé de l'article 48 du budget extraordinaire permettrait à première vue, puisqu'il n'est accompagné d'aucune restriction, de croire que cet emploi serait rémunéré.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

(8)

(1)

(Nr 203.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 MAART 1920.

ALGEMEENE BEGROETING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 (1).

Tabel V : Binnenlandsche Zaken.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Meest al de credieten die worden aangevraagd voor de gewone begrooting der uitgaven om gedurende het dienstjaar 1920 den goeden gang te verzekeren van de diensten afhangende van 't Ministerie van Binnenlandsche Zaken, staan lager dan de credieten die werden toegekend voor het dienstjaar 1919.

En nochtans zou de gewone begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, die, in 1919, 13,819,370 frank bedroeg, moeten gebracht worden op 14,793,360 frank voor het dienstjaar 1920. De nieuwe uitgaven die u worden gevraagd en die voortspruiten uit de verhooging van den wedderooster, uit de toekenning van verblijfsvergoedingen, uit de vermeerdering met één van het getal Regeeringsraden, het verleenen eener vergoeding aan den advocaat raadsman van het Departement, bedragen inderdaad 2,596,925 frank, terwijl de vermindering der credieten slechts 1,622,735 frank bedraagt.

Ten slotte vraagt dus de Regeering voor het dienstjaar 1920 eene credietverhooging van 974,490 frank.

In de afdeelingen en in de Middenafdeeling werden tegen de Begrooting van Binnenlandsche Zaken weinig opmerkingen ingebracht. Wij geven in dit verslag de punten aan waarop werd gewezen.

(1) Begrooting n^o 86.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Mechelynck, Bertrand en Tibbaut, *ondervoorzitters*, Bologne, Buyl, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Sclys-Lonchamps, de Wouters d'Oplinter, Drèze, Hallet, Montart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyvere, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

ALGEMEENE OPMERKING.

Uwe Middenafdeeling stelde vast dat er op de Begrooting een zeker getal nieuwe artikelen voorkomen.

Artikel 3 voorziet een crediet van 15,000 frank om den Minister toe te laten eene tegemoetkoming uit te keeren aan de beambten van 't hoofdbestuur die op zijn bevel buitengewoon werk zouden geleverd hebben. Vroeger werden de tegemoetkomingen voor werken van dat soort op bijzondere artikelen van de begrooting aangerekend. Deze artikelen zijn weggevallen en vervangen door artikel 3. 't Is eene gelukkige wijziging; het bedrag der voorziene uitgave wordt duidelijk vastgesteld; het gebruik ervan wordt gemakkelijker gecontroleerd.

In de vroegere begrootingen, bij het hoofdstuk gezondheidsdienst, werden de credieten, waarop de bezoldiging van het personeel werd aangerekend, en de credieten voor de uitgaven voortvloeiend uit de werking van den dienst, op een enkel artikel gebracht. In de begrooting voor 1920 wordt de verklaring der uitgaven onder bijzondere artikelen gebracht, en wederom is het gemakkelijker toezicht te houden over het gebruik dat gemaakt wordt van 's lands penningen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN DER BEGROOTING.

EERSTE HOOFDSTUK.

Om de redenen die u zullen uiteengezet worden door den algemeenen verslaggever van de begrooting, heeft uwe Middenafdeeling de eer bij littera a van artikel 1 een amendement voor te stellen.

Het geraamd crediet op dien post zou moeten gebracht worden van 21,000 frank tot 35,000 frank.

Uwe Middenafdeeling wijst er enkel op dat, tengevolge van de verhooging van den wedderooster der ambtenaren, beambten en dienstlieden van het hoofdbestuur, het crediet uitgetrokken in artikel 2 van het ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1920 gebracht wordt van 571,680 frank op 1,096,480 frank.

HOOFDSTUK III.

Algemeene Statistiek.

De vermeerdering der credieten voorzien bij artikel 11 wordt gerechtvaardigd door het feit dat in 1920 de Statistische jaarcijfers opnieuw dienen uitgegeven te worden.

Ik ben zoo vrij de Kamer er op te wijzen dat naar mijne meening deze uitgaven in de toekomst zouden kunnen weggelaten worden op de begrootingen van andere ministeries, zoo de Hoofddirectie der Statistiek belast werd met het samenstellen der statistieken waarover de verschillende departementen moeten kunnen beschikken. Zoo zou eene zelfde statistiek niet meer door verschillende departementen worden opgemaakt; daaruit zou volgen eene vermindering van het getal beambten belast met dit werk. De statistieken zouden bovendien volgens één algemeen plan worden opgemaakt.

HOOFDSTUK IV.**Provincie- en Gemeentezaken.**

Door de verhooging van den wedderooster, de vermeerdering der credieten toegekend aan de provinciale besturen om hunne bureelkosten te dekken, (700,000 frank in plaats van 250,000 frank), stijgt het bedrag der uitgaven bij dit hoofdstuk voorzien, met 2,006,555 frank.

Om hunne bureelkosten te dekken, en voor de uitgaven die moeten gebracht worden op de *huishoudelijke begrooting* der gouverneurs hebben de provinciebesturen in 1919 uitgegeven fr. 787,066.75; een crediet van 500,000 frank was hun toegekend; men zal dus een aanvullend crediet van p. m. 528,000 frank moeten toestaan.

Daarom ook schijnt het billijk op de begrooting voor 1920 een crediet van 700,000 frank uit te trekken.

Ik ben evenwel zoo vrij te denken dat maatregelen zouden kunnen getroffen worden om in 1920 de uitgave beneden het toegestaan crediet te brengen. Om maar een voorbeeld te noemen, men zou eene ernstige bezuiniging kunnen doen met het gebruik van papier van verschillend formaat. Het opstellen van de minuten der brieven, het verzenden dier stukken, de brieven bij 't overmaken der bescheiden vergen niet altijd het gebruik van een dubbel blad propatria-papier. De aandacht der betrokken besturen zou kunnen gevestigd worden op de bezuiniging die voor het crediet, voorzien bij artikel 15 van de begrooting, zou kunnen gedaan worden.

HOOFDSTUK V.**Kieszaken.**

Uwe Middenafdeeling heeft de eer u voor te stellen het crediet voorzien onder artikel 22 van het begrootingsontwerp te brengen op 150,000 frank, en op 25,000 frank het crediet voorzien bij artikel 23.

De vermoedelijke uitgaven zouden aldus gebracht worden op de som uitgetrokken op de begrooting bestemd voor een dienstjaar, in den loop van hetwelk geene algemeene verkiezingen worden voorzien.

HOOFDSTUK VII.**Burgerwacht en Sappeurs-pompiers.**

De credieten voorzien bij de verschillende artikelen van dit hoofdstuk zijn bestemd voor den dienst der burgerwacht voor slechts betrekkelijk kleine sommen.

Worden enkel behouden op de begrooting van 1920 de artikelen van de vroegere begrootingen waarbij vergoedingen toegekend worden aan de officieren der burgerwacht bij koninklijk besluit benoemd en die hun graad behouden bij toepassing van de wetsbepalingen die nog altijd van kracht zijn. Maar de vergoeding voor deze officieren werd met drie vierden verminderd wanneer zij gelast zijn met schrijfwerk, en heelemaal afgeschaft wanneer zij geen enkel werk te verrichten hebben. Ook zou de uitgave wegens de betaling dier vergoedingen welke 521,000 frank bedroeg in 1914, verminderd worden tot 58,575 frank voor het dienstjaar 1920.

HOOFDSTUK X.

Gezondheidsdienst.

De opmerkingen gevoegd bij het Begrootingsontwerp ontslaan uwe Middenafdeeling van de verplichting de credieten waarvan de goedkeuring gevraagd wordt te verklaren. Ten andere, de inrichting van onzen gezondheidsdienst werd in den breede uiteengezet in het verslag dat u het vorige jaar werd overgelegd en dat de hervormingen aanwees die in dezen dienst moesten gebracht worden.

Uwe Middenafdeeling meent zich te kunnen beperken bij navolgende opmerkingen.

Zij stelt u vooreerst voor den tekst van artikel 44 aan te vullen door het toevoegen van een nieuwe paragraaf die ongeveer zou luiden als artikel 44 van de begrooting van 1919.

Artikel 44 van de begrooting die u wordt onderworpen voorziet geen enkel crediet om de kosten te dekken die voortvloeien uit de inrichting van den gezondheidsdienst in de zeehavens.

Die kosten zouden moeten gedekt worden door middel van de opbrengst der kosten van gezondheidsonderzoek en der gezondheidspassen die de kapiteins der schepen die onze zeehavens en namelijk de haven van Antwerpen aandoen, betalen. Deze ontvangst wordt gebracht op de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order bij artikel 117.

Daar is geen twijfel dat zij onvoldoende zal zijn. Het onderhoud van het vlottend materieel dat zijn aanleghaven heeft te Doel, eischt eene aanzienlijke uitgave; de prijs van de kolen is geklommen evenals het arbeidsloon.

Het schijnt niet dat het nu 't gepaste oogenblik is om het tarief van het gezondheidsonderzoek en van de gezondheidspassen te verhoogen.

Ook heeft uwe Middenafdeeling de eer u volgend amendement te onderwerpen :

Toe te voegen aan artikel 44 naluidend lid :

« Gezondheidsdienst der zeehavens en der grenzen, bureelkosten en materieel, werken uitgevoerd door het personeel die dezen dienst betreffen,
» verschillende uitgaven 100,000 frank.

Uwe Middenafdeeling heeft tevens de eer u de goedkeurig te vragen van een nieuw artikel 55bis dat zou luiden :

» Kosten voortvloeiend uit het gebruik van automobielen door de provinciale inspecteurs van den gezondheidsdienst 150,000 frank.

Deze provinciale inspecteurs werden in 1919 gemachtigd automobielen te gebruiken voor de reizen die de uitoefening van hunne taak vergt.

De rijtuigen werden geleverd voor den dienst der verwoeste gewesten.

Onze verslaggever heeft vernomen dat deze gunst onlangs aan de inspecteurs werd onttrokken. Als verklaring van dien maatregel werd gezegd dat de spoorwegen, buurtspoorwegen, trams, die voor den oorlog in dienst waren, weer loopen, en dat voor de gevallen waarbij haast vereischt wordt, men gemakkelijk zijn toevlucht kan nemen tot private vervoermiddelen.

Het schijnt niet dat die verklaring afdoende is.

Verondersteld zelfs dat, — wat namelijk niet het geval is in Luxemburg, Limburg en Oost-Vlaanderen, de dienst van treinen en trams ingericht weze zooals hij was voor den oorlog, dan nog zou 't geregeld gebruik eener automobiel door de provinciale inspecteurs te verklaren zijn.

De waarde van den toezichtdienst hangt voorzeker af van zijne werkdadigheid, maar vooral van 't gemak om zich te verplaatsen. Zoodra hem van een geval van aanstekelijke ziekte wordt kennis gegeven moet de inspecteur zich onmiddellijk ter plaatse kunnen begeven om met den aanwezigen dokter de maatregelen te treffen die de besmetting moeten tegenhouden.

Indien deze inspecteur toezicht wil uitoefenen over de voedingswaren, thans zoo noodzakelijk geworden, moet hij elk uur van den dag de verkoopers kunnen verrassen en zonder moeite stalen kunnen meenemen. Daar hij alleen zijn ambt uitoefent in zijne omschrijving, in zijn laboratorium veel werk te verrichten heeft, staat de inspecteur voor eene reusachtige taak. Het is billijk en noodzakelijk dat hij op een dag verschillende opdrachten kan uitvoeren. Snelle vervoermiddelen, waar hij alleen over beschikt, zijn hem dus onmisbaar. Door het gebruik van treinen en trams kan zijne werkzaamheid niet het noodige opleveren. Een feit trouwens rechtvaardigt al deze beschouwingen : in 1914 kon de inspecteur van Oost-Vlaanderen 63 gemeenten bezoeken en 162 onderzoeken doen; toen hij over een automobiel beschikte in 1920, bezocht hij 150 gemeenten en deed er 524 onderzoeken.

Nooit mag uit het oog verloren worden dat elk bezoek van den inspecteur bestemd is menschenlevens te redden.

Om die redenen kan men die moeilijk te verklaren bezuiniging niet aannemen, des te meer daar misbruiken niet te vreezen zijn; elken keer dat de inspecteur van de automobiel gebruik maakt zal hij dit moeten rechtvaardigen in het verslag dat hij na het door hem afgelegd bezoek heeft in te dienen.

Uwe Middenafdeeling dringt dus aan bij de Kamer aan den Minister de noodige credieten te verleenen om hem in de mogelijkheid te stellen de provinciale inspecteurs van den gezondheidsdienst, telkens als zij dit nodig oordeelen, over eene automobiel te laten beschikken.

Onder de enkele opmerkingen die in de afdeeling werden in 't midden gebracht meent uw verslaggever te moeten wijzen op de volgende :

Een lid heeft den wensch uitgesproken dat belangrijke credieten zonder verleend worden aan de inrichtingen voor toringlijders.

Uw verslaggever wijst erop, dat aan deze instellingen wordt toegekend : 1^o eene tegemoetkoming van 894,000 frank door littera C van artikel 46 der begrooting van Binnenlandsche Zaken, en 2^o eene tegemoetkoming van 7,800,000 frank door artikel 102, littera B, van de buitengewone begrooting. (Ministerie van Nijverheid en Arbeid.)

Zijns inziens, voegt hij eraan toe, is het te betreuren, dat gansch de leiding van den strijd tegen de tering niet toevertrouwd zij aan den gezondheidsdienst welke tot zending heeft een dam op te werpen tegen de verspreiding der besmettelijke ziekten. Daarenboven is hij zoo vrij er aan te herinneren, dat hij, in het verloop van jaar in zijn verslag den nadruk legde op de noodzakelijkheid het ontwerp van gezondheidswet goed te keuren.

Een ander lid heeft gevraagd dat de Regeering hare inzichten zou laten kennen betreffende de watervoorziening en inzonderheid betreffende de ontwerpen die ter studie liggen.

Uw verslaggever is zoo vrij u te wijzen op het feit, dat de Nationale Maatschappij van Watervoorziening aan den Minister een ontwerp heeft overgelegd, waarbij de watervoorziening in West-Vlaanderen wordt verzekerd. Wil de Minister dit ontwerp onderzoeken, dan zal hij er den grondslag van het door den achtbaren collega gestelde vraagstuk in vinden.

HOOFDSTUK XII.

Uitzonderlijke uitgaven.

De eenige credietverhoging waarop de aandacht dient te worden gevestigd, is deze welke op artikel 61 is ingeschreven.

Onontbeerlijk is het, op 31 December 1920, over te gaan tot de algemeene volkstelling.

Werden de door uwe Middenafdeeling voorgestelde amendementen aangenomen, dan zou daaruit voortspruiten :

- 1^o Eene vermindering van uitgaven tot beloop van . . . fr. 250,000
- 2^o Eene vermeerdering van uitgaven tot beloop van . . . fr. 264,000

De begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken zou dus, voor het dienstjaar 1920, de som van 14,807,560 frank bedragen.

Uwe Middenafdeeling heeft de eer u voor te stellen, de begrooting goed te keuren, zooals zij door haar werd gewijzigd.

Uitgaven betreffende de diensten welke afhankelijk zijn van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en uitgetrokken worden op de buitengewone begrooting.

Eene opmerking werd in het midden gebracht tijdens de besprekingen die door uwe Middenafdeeling in hare vergaderingen werden gevoerd.

Heeft de Middenafdeeling aangenomen, dat tijdens den oorlog, en tijdens de maanden welke op het sluiten van den wapenstilstand zijn gevolgd, leden van de wetgevende macht, uit hoofde van den uitzonderlijken toestand waarin het land verkeerde, eene benoeming, zelfs wanneer deze bezoldigd werd, van de Regeering mochten aanvaarden zonder te moeten alzien van hunne parlementaire opdracht, dan was zij, anderzijds, ook van oordeel dat, zoo het toen noodig was de strenge bepalingen van artikel 36 der Grondwet, der wet van 26 Mei 1848 en der artikelen 238 en 239 van het Kieswetboek over het hoofd te zien, zulks thans niet meer onontbeerlijk was.

Niettemin bekleedt eene politieke personaliteit, die gewis een uitnemend en onbaatzuchtig mensch is, steeds het ambt van Hooge Commissaris der Regeering in de verwoeste streken.

Het is waar dat in het koninklijk besluit, waarbij genoemde persoon wordt aangesteld, bepaald wordt dat hem geene bezoldiging zou worden toegekend.

De tekst van de Kieswet waardoor de onvereenbaarheid van het wetgevend mandaat en de door den Staat bezoldigde ambten wordt voorzien, is echter algemeen. Het feit dat men afziet van de bezoldiging, neemt de onvereenbaarheid niet weg. (ORBAN, *Droit constitutionnel de la Belgique*, t. II, bl. 467.) Dient te worden aangemerkt, dat de heer de Smet de Nayer, den 14ⁿ Mei 1889, bij de Kamer een ontwerp heeft ingediend om de onvereenbaarheid af te schaffen op voorwaarde dat van alle bezoldiging wordt afgezien. Aan dit ontwerp werd echter geen gevolg gegeven.

Met spijt meent uwe Middenafdeeling de aandacht der Regeering te moeten vestigen op dezen toestand waarvan de wettelijkheid waarschijnlijk twijfelachtig is. Niettemin meent zij des te sterker op hare aanmerking te moeten aandringen, daar, op het eerste zicht, de bewoordingen van artikel 48 der buitengewone begroting — dit artikel in geenen deele beperkt zijnde — zouden kunnen doen gelooven dat dit ambt bezoldigd zou wezen.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

